

La secrétaire d'État Sophie Cluzel à l'écoute du handicap, à l'IME Jean-Jaurès, La Voix du Nord, 22 septembre 2020

La secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées était hier matin à l'institut médico-éducatif Jean-Jaurès, de la Vie active. Cet IME sera doté d'un bâtiment adapté qui accueillera dès la fin de l'année une douzaine de jeunes autistes.

Au menu de la journée de la secrétaire d'État, une rencontre avec les parents d'enfants handicapés (du Réseau Bulle), avec des professionnels et une visite de l'IME de la Vie Active situé au bout de l'avenue de l'Hippodrome. La secrétaire d'État a également échangé avec le maire d'Arras et Éléonore Laloux, conseillère municipale d'Arras.

Un nouveau bâtiment

Tout au fond du grand terrain dont dispose la Vie Active et sur lequel l'IME s'est installé depuis les années soixante-dix, ce sont 370 m² de plain-pied qui ont été réalisés avec des revêtements adaptés. L'Agence régionale de la santé a investi 800 000 € dans la construction. En décembre, une douzaine d'enfants autistes y seront accueillis.

Beaucoup de questions

La gestion du handicap, tant pour les parents que pour les enseignants et les éducateurs, se résume souvent à trop d'attente, trop d'administratif (autorisations de la Maison du handicap, la MDPH...) ce qui freine la fluidité du parcours des enfants, qui passent de l'IME à l'ESAT (établissements ou services d'aide par le travail) ou à l'entreprise adaptée. Mais ces entreprises adaptées, qui emploient des personnes en situation de handicap, sont non rentables. Elles nécessitent un taux d'encadrement important et un financement public qui devrait passer de 85 % à 75 %. Cela soulève des inquiétudes, notamment à la Vie Active, qui compte deux structures : à Arras et à Boulogne-sur-Mer (gestion partagée avec l'APEI). Par ailleurs, l'ouverture de nouveaux locaux spécialisés pour l'accueil d'autistes se traduit pour des associations, comme la Vie Active, par une baisse sensible de ses places dans les IME, faute d'un budget suffisant.

Et des réponses

C'est aussi pour entendre ces observations que Sophie Cluzel effectuait ce déplacement sur le terrain. Elle affirme que l'État met toujours plus d'argent sur la table, à savoir 180 millions depuis deux ans. « On double les postes dans les entreprises adaptées, on a également mis 100 millions d'euros pour faciliter l'embauche de personnes handicapées par les entreprises... Certes, nous rebattons les cartes... » Le handicap demeure une priorité du quinquennat. Mais il reste beaucoup à faire pour assurer aux enfants un parcours fluide, une inclusion quand elle est souhaitable, et des interventions plus précoces pour orienter au mieux les parents...